

“L’information de l’Afsca a été défaillante à tous les étages”

■ Le ministre wallon de l’Agriculture (CDH) a accordé à “La Libre” son interview de rentrée. Au menu : crise des œufs, bio, bail à ferme et changement de majorité wallonne.

Entretien Isabelle Lemaire

Comment jugez-vous la gestion de la crise des œufs par l’Afsca et le fédéral, sur le volet de la communication ?

Le processus d’information a été défaillant à tous les étages. L’Afsca a-t-elle eu raison d’attendre le 20 juillet pour prévenir l’Europe et le 24 juillet son ministre de tutelle, alors qu’on savait qu’il y avait plus que probablement un problème de fipronil dès la mi-juin ? Et il n’est pas normal que la Région wallonne n’ait jamais été officiellement prévenue. Une information transparente aux consommateurs sur les numéros de lots des produits transformés contenant des résidus de fipronil n’a pas été faite de manière complète. Il faut qu’on aménage des procédures pour qu’il y ait une information plus directe, plus rapide en cas de crise, aussi au niveau européen. Idéalement, il faudrait une agence européenne pour la sécurité alimentaire car les produits ne connaissent pas de frontières.

Et votre avis sur la gestion pratique de cette crise ?

Début août, l’Afsca a pris une décision, nécessaire mais sans doute tardive, de réaliser un monitoring de l’ensemble des exploitations concernées en Belgique. Dans sa mise en œuvre, il y a eu des délais intolérables que les éleveurs ont dû supporter. Le 10 août, il y avait encore 26 exploitations dans lesquelles aucun échantillon n’avait été prélevé. Un des gros problèmes révélés par cette crise, c’est qu’il manquait de laboratoires pour réaliser les analyses. Et il a fallu des jours et des jours pour obtenir les résultats; des résultats parfois contradictoires, laissant les agriculteurs en plein désarroi. Plusieurs dizaines d’exploitations sont restées bloquées parce qu’on n’avait pas les résultats. On ne peut pas continuer comme ça !

Le débat sur le traitement que réserverait l’Afsca aux petits producteurs par rapport à l’industrie a été rouvert avec la crise du fipronil. Au fédéral, on se retranche derrière l’existence de la cellule “petits producteurs” de l’agence. Est-elle pertinente, efficace, sollicitée ?

Sa création par Willy Borsus est assurément un progrès. Je ne dispose pas de chiffres mais c’est un peu tôt pour dire si elle fonctionne bien. Il faudra évaluer sa suffisance et sa capacité de travail et la renforcer. Les processus de contrôle décidés par l’Afsca sont au départ inspirés par les besoins de l’industrie. Sont-ils suffisamment adaptés aux petits producteurs ? Pour moi, non. Un exemple: alors que nous mettons en œuvre des moyens considérables pour convaincre les acheteurs de faire confiance à nos producteurs locaux, on dit aux restaurants de privilégier les œufs liquides. Est-ce que c’est justifié pour 90 % de nos opérateurs Horeca ? Je n’en fais pas une question communautaire, mais il y a quatre casseries en Belgique et elles sont toutes en Flandre.

Faut-il régionaliser l’Afsca ?

L’Afsca doit pouvoir accepter de se concerter avec les producteurs, les transformateurs des deux Régions sur ses priorités, ses procédures et l’organisation de ses contrôles. Une régionalisation n’est pas nécessaire. Sauf si on constate qu’il n’y a pas d’évolution. Il ne faut jamais rien exclure.

Il y a 1500 tonnes de fientes contaminées au fipronil à incinérer, à charge des pouvoirs publics. Coût estimé : 250 000 euros. Un budget est-il débloqué ?

La Région assumera ce coût mais en étant subrogée dans les droits des exploitants, par rapport à leur compagnie d’assurances et à l’action judiciaire que nous allons mener contre les responsables de la crise, à qui nous réclamerons le montant des indemnités versées par la Région.

La Commission européenne envisage de revoir à la baisse les standards du bio, avec une tolérance pour des résidus de produits chimiques. Est-ce acceptable pour vous ?

C’est inacceptable. Que l’Europe ait l’ambition d’accroître ses parts de marché du bio, c’est légitime mais ça n’a de sens que si le bio est crédible et rentable. Dire qu’on va pouvoir avoir du bio au rabais avec des contrôles beaucoup plus espacés, des possibilités d’éviter des “décertifications” quand on constate des résidus, c’est se tirer une balle dans le pied. Le consommateur perdra, à raison, sa confiance dans la labellisation et les producteurs ne veulent pas d’un bio à deux vitesses. L’aire du bio de masse flinguera économiquement la filière.

Dans la Déclaration de politique régionale (DPR) du nouveau gouvernement wallon, figure la tant attendue, par les propriétaires et les locataires, réforme du bail à ferme. Que peut-on attendre comme révision et à quelle échéance ?

Via des réunions de concertation, qui se poursuivent, j’ai forgé un consensus sur la transparence, le mode de constitution du bail, le respect du droit de chacun. Le bail sera désormais écrit et enregistré; un état des lieux sera fait. Le preneur devra informer le bailleur de l’échange de cultures car il est aberrant qu’un propriétaire ne sache pas qui est sur le tracteur en train de cultiver ses terres. Il y aura aussi l’apport de mesures fiscales, qu’il était très difficile d’obtenir avec l’ancien gouvernement, pour favoriser la conclusion de baux de longue durée ainsi que l’acquisition de terres par de jeunes agriculteurs. Reste le problème de la durée du bail, sur lequel, j’espère, on aboutira dans les prochaines semaines. Le débat sur les clauses environnementales n’est pas non plus clôturé. Pour peu qu’il y ait un consensus, ma note au gouvernement sur cette réforme est attendue avant la fin de l’année.

→ Sur lalibre.be, retrouvez l’intégralité de cette interview. René Collin évoque ses mesures de soutien aux produits locaux et à une agriculture avec moins de produits phytosanitaires, sa rivalité avec Willy Borsus pour le mayorat de Marche.

“L’Afsca dit aux restaurants de privilégier les œufs liquides. Je n’en fais pas une question communautaire, mais il y a quatre casseries en Belgique et elles sont toutes en Flandre.”

René Collin

“Une ponction fiscale sur tout ce qui bouge a des répercussions sur le monde agricole”

Si on compare les deux DPR de cette législature, on ne voit pas de différences majeures sur la politique agricole.

Je suis dans la continuité des décisions prises avec le gouvernement précédent mais la conception est maintenant différente : l'agriculteur, c'est un entrepreneur qui contribue à l'économie. Il doit donc y avoir un encouragement à la culture d'entreprise.

Avec le partenaire MR, êtes-vous libéré de certains carcans, par rapport au PS ? Même si j'ai pu développer mes projets avec le PS, il était impossible de sortir d'une paralysie par rapport à l'enjeu fiscal de l'immobilier, par exemple. Avoir une culture fiscale qui encourage l'entreprise, l'initiative privée ou, au contraire, avoir une culture de ponction fiscale sur tout ce qui bouge, ça a quand même des répercussions essentielles sur le monde agricole.

Willy Borsus, désormais ministre-Président wallon, nous disait qu'il voulait “continuer à soutenir le monde agricole”. Craignez-vous d'avoir une belle-mère sur le dos ?

Je suppose qu'il va s'impliquer dans toutes les politiques utiles à la Wallonie. Avoir des collègues et un ministre-Président en particulier qui sont attentifs à l'agriculture, c'est plutôt réjouissant. Je peux être aussi le beau-père de Willy Borsus dans des dossiers dont il a la charge, les relations internationales, par exemple. Je pense qu'on va travailler loyalement ensemble. On a chacun nos responsabilités et elles sont complémentaires.